



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/8  
9 octobre 2009

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-neuvième réunion  
Port Ghalib, Egypte, 10-14 novembre 2009

**RAPPORT GLOBAL D'ACHEVEMENT DES PROJETS  
POUR L'ANNEE 2009**

## TABLE DES MATIÈRES

Sommaire analytique .....	3
I. Introduction.....	4
II. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	4
III. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement .....	6
a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus .....	6
b) Substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) éliminées.....	7
c) Retards dans la mise en œuvre.....	7
d) Exhaustivité de l'information .....	8
e) Évaluation générale et cote .....	8
IV. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements .....	9
a) Aperçu.....	9
b) Financement, retards, élimination et évaluation .....	9
c) Qualité de l'information reçue .....	11
d) Renforcement des institutions.....	11
V. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projet en 2010 .....	12
VI. Amélioration de la conformité des données dans les rapports d'achèvement de projet et dans les rapports périodiques annuels.....	12
VII. Leçons tirées des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements .	13
a) Avantages de l'implication des intervenants pour la réussite du projet.....	13
b) Importance de la technologie appropriée.....	13
c) Leçons tirées des activités d'enquêtes sur les HCFC... ..	14
VIII. Action de la part du Comité exécutif .....	15

### Annexes:

- I Statistiques
- II Leçons tirées mentionnées dans les rapports d'achèvement de projet

## Sommaire analytique

1. Ce rapport a pour objet de donner au Comité exécutif un aperçu des résultats communiqués dans les rapports d'achèvement de projet (RAP) reçus durant la période visée par ce rapport, à savoir depuis la 56<sup>e</sup> réunion en novembre 2008. Le nombre total de RAP reçus pour des projets d'investissement en 2009 est tombé à 14 (par rapport à 32 en 2008), tandis que le nombre total de RAP dus pour des projets d'investissement achevés est passé de 31 à 29. Pour des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre de RAP reçus en 2009 est passé de 69 à 71 et le nombre de RAP à remettre, de 104 à 112.

2. La diminution du nombre de RAP reçus en 2009 est attribuable, en partie, à la date butoir hâtive (13 septembre 2009) en raison de la tenue de la 59<sup>e</sup> réunion au début de novembre et pour les projets d'investissement, en partie, à la diminution du nombre de RAP dus. De plus, le PNUE et l'ONUDI n'ont pas respecté pleinement le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2009.

3. Les 14 rapports d'achèvement de projets d'investissement remis ont été examinés afin d'analyser l'élimination réalisée, les retards dans la mise en œuvre, l'exhaustivité de l'information et la conformité des données, l'évaluation générale et les leçons tirées. Plusieurs leçons intéressantes ont été mentionnées. Certaines font référence à des questions d'orientation, d'autres à des projets cadres et à divers aspects des modalités de mise en œuvre des projets. Les leçons les plus pertinentes sont présentées à l'annexe II-A. Certaines d'entre elles sont résumées dans la section VII du présent rapport.

4. La plupart des 71 rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements contiennent des informations et des analyses substantielles. Les leçons tirées des projets concernent notamment la surveillance du commerce régional des SAO en Asie, la mise en œuvre de plans de gestion des frigorigènes ainsi que de projets de gestion et de stockage des halons. Une sélection des leçons tirées est présentée à l'annexe II-B. La liste complète est disponible sur demande et sur l'Intranet du Secrétariat du Fonds, dans la section sur l'évaluation des RAP. Aucune agence d'exécution n'a mentionné de leçon tirée de la mise en œuvre des accords pluriannuels.

5. Les demandes de renouvellement sont toujours présentées selon les modèles utilisés pour les rapports finaux et les demandes de prorogation des projets de renforcement des institutions, approuvés à la 32<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif. Tandis que la qualité des demandes de renouvellement remises s'est améliorée quant au degré de détail et d'information fournis sur les résultats obtenus et les activités prévues, bon nombre des rapports finaux et des plans d'action reçus sont encore de qualité inégale et plus ou moins exhaustifs. Pour permettre l'examen et l'approbation des demandes de prorogation en temps voulu, les agences sont encouragées à continuer d'améliorer le contrôle de la qualité des rapports sur le renforcement des institutions.

6. Une section spécifique de ce rapport analyse les leçons pertinentes tirées à travers les RAP. Aucune décision particulière n'est requise du Comité exécutif au sujet des leçons tirées puisqu'elles ne concernent aucune question qui n'ait déjà été abordée par le Comité. Elles fournissent une perspective intéressante sur la réalisation des projets à tous ceux qui préparent et mettent en œuvre des projets dans les agences d'exécution et les agences bilatérales, aux intermédiaires financiers, aux unités de gestion des projets ainsi qu'aux unités nationales de l'ozone. Les réunions des réseaux régionaux pourraient offrir un forum utile pour discuter des leçons tirées concernant la mise en œuvre des projets dans les régions. Le Secrétariat du Fonds en tient compte lui aussi dans l'examen des projets et des accords d'élimination.

7. Il importe de souligner que l'Administrateur principal, surveillance et évaluation, n'a pas exigé de RAP pour les accords pluriannuels car il n'existe aucun modèle pour les RAP sur ces accords. Afin de

résoudre cette situation, le rapport contient une recommandation à l'intention du Comité exécutif pour qu'il enjoigne l'Administrateur principal, surveillance et évaluation, une fois qu'il sera recruté, d'accorder la priorité nécessaire à cette question.

8. Les recommandations présentées à la fin du document pour examen par le Comité exécutif portent sur le calendrier de remise des RAP par les agences l'an prochain, les améliorations à apporter dans la conformité des données, la communication des informations manquantes, la nécessité d'élaborer des modèles de RAP pour les accords pluriannuels et l'utilisation des leçons tirées, citées dans les RAP, pour la préparation et la mise en œuvre de projets futurs.

## **I. Introduction**

9. Ce rapport a pour objet de donner au Comité exécutif un aperçu des résultats communiqués dans les RAP reçus durant la période visée par ce rapport, à savoir depuis sa 56<sup>e</sup> réunion en novembre 2008. Un projet de rapport a été envoyé aux agences d'exécution et aux agences bilatérales. Les commentaires reçus ont été intégrés dans la version finale du rapport. Les RAP dont le dépôt par les agences d'exécution est prévu pour 2010 figurent au tableau IV de l'annexe I.

## **II. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus**

10. Le nombre total de RAP remis en 2009 pour des projets d'investissement est tombé à 14 (par rapport à 32 en 2008), tandis que le nombre de RAP dus pour des projets d'investissement achevés est passé de 31 à 29. Pour des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre de RAP reçus en 2009 est passé de 69 à 71 et le nombre de RAP à remettre est passé de 104 à 112.

11. La diminution du nombre de RAP reçus en 2009 est attribuable, en partie, à la date butoir hâtive (13 septembre 2009) en raison de la tenue de la 59<sup>e</sup> réunion au début de novembre et pour les projets d'investissement, en partie, à la diminution du nombre de RAP dus. De plus, le PNUE et l'ONUDI n'ont pas respecté pleinement le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2009 (voir le tableau I à l'annexe I).

12. Au 13 septembre 2009, le PNUD qui de loin, met en œuvre le plus grand nombre de projets d'investissement, avait remis 6 des 8 RAP dont le dépôt était prévu pour la fin septembre de cette année et 28 RAP, comparé à 14, pour des projets ne portant pas sur des investissements. Le PNUE a remis 29 RAP sur 67 pour des projets ne portant pas sur des investissements dont le dépôt était prévu pour la fin juillet de cette année et l'ONUDI a remis 3 RAP sur 12, pour des projets d'investissement et 2 RAP sur 6 pour des projets ne portant pas sur des investissements dont le dépôt était prévu pour la fin septembre 2009. La Banque mondiale a remis 1 RAP sur 5 pour des projets d'investissements et 2 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements dont le dépôt était prévu pour la fin septembre 2009.

13. Depuis la création du Fonds multilatéral, les agences d'exécution et bilatérales ont remis 1 783 RAP pour des projets d'investissement et 819 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements en date du 13 septembre 2009, ce qui représente 98,4 pour cent des RAP dus pour des projets d'investissement (par rapport à 98,3 pour cent l'an dernier) et 88 pour cent des RAP dus (par rapport à 87,8 pour cent l'an dernier) pour tous les projets ne portant pas sur des investissements achevés au 31 décembre 2008.

14. Les tableaux 1 et 2 ci-dessous contiennent des informations plus détaillées, par agence, y compris des données comparatives pour les deux périodes précédentes.

Tableau 1

**APERÇU DES PROJETS D'INVESTISSEMENT**  
(À l'exception des projets pluriannuels)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2008	Nombre total des RAP reçus pour les projets achevés en date de décembre 2008	RAP dus	Nombre de RAP reçus pendant la période de déclaration		
				2007	2008	2009 <sup>1</sup>
France	15	11	4	0	2	0
Allemagne	19	19	0	6	0	3
Italie	6	6	0	1	1	S.o.
Japon	6	6	0	0	0	1
Royaume-Uni	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
PNUD	883	880 <sup>2</sup>	3	32	11	6
ONUDI	429	422 <sup>3</sup>	7	12	4	3
É.-U.	2	2	0	S.o.	S.o.	S.o.
Banque mondiale	451	436 <sup>4</sup>	15	20	14	1
<b>Total</b>	<b>1 812</b>	<b>1 783</b>	<b>29</b>	<b>71</b>	<b>32</b>	<b>14</b>

<sup>1</sup> Après la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif (du 13 novembre 2008 au 13 septembre 2009).

<sup>2</sup> Le PNUD a également remis 2 RAP pour des projets annulés et 1 RAP pour un projet pluriannuel.

<sup>3</sup> L'ONUDI a également remis 1 RAP pour un projet annulé, 9 rapports d'annulation et 1 RAP pour un projet pluriannuel.

<sup>4</sup> La Banque mondiale a également remis 2 RAP pour des projets annulés.

15. Le PNUE compte le plus grand nombre de RAP dus (67 pour des projets ne portant pas sur des investissements), suivi de la Banque mondiale avec 15 RAP dus pour des projets d'investissement et 3 pour des projets ne portant pas sur des investissements achevés en date de fin 2008. Le PNUD compte 3 RAP dus pour des projets d'investissement et 11 pour des projets ne portant pas sur des investissements. Pour l'ONUDI ainsi que pour plusieurs agences bilatérales, le nombre total des RAP dus pour les deux catégories de projets varie entre 2 et 12 (voir les tableaux 1 et 2).

Tableau 2

**APERÇU DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**  
(N'inclut pas les préparations de projet, les programmes de pays, les projets pluriannuels, les projets en cours tels que les activités de réseau et de centre d'échange, ainsi que les projets de renforcement des institutions)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2008	Nombre total des RAP reçus pour des projets achevés en date de décembre 2008	RAP dus	Nombre de RAP reçus pendant la période de déclaration		
				2007	2008	2009 <sup>1</sup>
Australie	20	8 <sup>2</sup>	12	S.o.	1	0
Autriche	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Canada	53	51	2	2	4	5
Danemark	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Finlande	5	2	3	0	0	0
France	17	13	4	2	0	0
Allemagne	44	40	4	3	4	3
Israël	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Japon	8	8	0	0	0	S.o.
Pologne	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Singapour	2	0	2	0	0	0
Afrique du Sud	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Espagne	2	2 <sup>3</sup>	0	S.o.	1	2
Suède	4	4	0	0	3	S.o.
Suisse	3	3	0	S.o.	S.o.	S.o.
PNUD	228	217 <sup>4</sup>	11	21	32	28
PNUE	366	299 <sup>5</sup>	67	7	13	29
ONUDI	103	99	4	16	9	2
É.-U.	40	40	0	S.o.	S.o.	S.o.
Banque mondiale	31	28	3	0	2	2
<b>Total</b>	<b>931</b>	<b>819</b>	<b>112</b>	<b>51</b>	<b>69</b>	<b>71</b>

<sup>1</sup> Après la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif (du 13 novembre 2008 au 13 septembre 2009).

<sup>2</sup> L'Australie a également remis un rapport d'annulation de projet.

<sup>3</sup> L'Espagne a également remis 1 RAP pour un projet en cours

<sup>4</sup> Le PNUD a également remis 2 RAP pour des projets transférés.

<sup>5</sup> Le PNUE a également remis 1 RAP pour un projet pluriannuel

### III. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement

#### a) RAP reçus et dus

16. Le PNUD a remis le plus grand nombre de RAP sur des projets d'investissement, notamment dans les secteurs des mousses et de la réfrigération. Toutefois, c'est le secteur de la fumigation qui compte le plus grand nombre de RAP dus, suivi par les projets de réfrigération. Les projets sur les fumigènes (8) et dans la réfrigération (7) représentent 52 pour cent des 29 RAP dus par toutes les agences pour des projets d'investissement achevés à la fin de 2008 (voir le tableau II de l'annexe I). Tous les retards dans la remise des RAP sur les premiers projets d'investissement menés à terme avant la fin de 2001 ont été éliminés et il ne reste que 2 RAP dus pour des projets achevés avant 2005.

17. Les 14 RAP reçus durant la période visée par ce rapport (du 13 novembre 2008 au 13 septembre 2009) portent sur des projets menés à terme dans 12 pays.

**b) Substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) éliminées**

18. Dans l'ensemble, l'élimination des SAO dans les projets visés par les 14 RAP est conforme aux prévisions et l'élimination totale déclarée est légèrement inférieure à la quantité prévue (voir le tableau 3, ci-dessous). Cependant, l'information sur l'élimination réalisée, contenue dans les RAP, est incomplète dans certains cas, lorsque les données sur la production unitaire et la consommation de SAO avant et après la reconversion ne sont pas fournies (voir aussi le tableau X de l'annexe I). En outre, les données sur l'élimination des SAO fournies par le RAP diffèrent des données sur les SAO communiquées dans le rapport périodique de 2008 dans 5 des 14 rapports. Ces différences sont parfois attribuables à des méthodes différentes d'arrondir les chiffres, mais pour 4 projets, il s'agit de différences importantes et des éclaircissements ont été demandés aux agences concernées. Toutefois, le nombre de cas présentant de telles différences et l'importance des différences ont augmenté par rapport à l'an dernier.

Tableau 3

**SAO ÉLIMINÉES PAR DES PROJETS AYANT REMIS DES RAP**

Agence	Nombre de projets	Rapport d'achèvement de projet		Rapport périodique de 2008	
		SAO à éliminer	SAO éliminées	SAO à éliminer	SAO éliminées
Bilatérales	4	46,7	53,8	46,7	23,0
PNUD	6	462,4	341,1	462,4	462,4
ONUDI	3	243,4	243,4	243,4	243,4
Banque mondiale	1	954,0	954,0	954,0	954,0
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>1 706,5</b>	<b>1 592,3</b>	<b>1 706,5</b>	<b>1 682,8</b>

**c) Retards dans la mise en œuvre**

19. Douze des 14 projets accusaient des retards variant de 6 à 86 mois ; un RAP a été achevé avant la date prévue et un autre a été remis en temps voulu. Cinquante pour cent des 14 projets en retard accusaient un retard supérieur à 12 mois, par rapport 82 pour cent des projets l'an dernier. Le retard moyen dans le dépôt des RAP en 2009 est passé à 24 mois (par rapport à 37 mois) tandis que la durée moyenne des projets a été ramenée de 69 à 57 mois (voir le tableau 4, ci-dessous).

20. Le nombre limité de RAP visés par cette analyse ne permet pas de dégager des tendances. Le plus souvent, les retards sont attribuables à l'entreprise bénéficiaire (7), suivi du gouvernement (5), du fournisseur (3), des facteurs externes (2), de l'agence d'exécution (1) et du financement (1).

Tableau 4

**RETARDS DANS LA MISE EN OEUVRE**  
(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, fournis à titre comparatif)

Agence	Nombre de projets	Retards moyens selon les RAP (mois)	Retards moyens selon les rapports périodiques de 2008 (mois)	Durée moyenne selon les RAP (mois)	Durée moyenne selon les rapports périodiques de 2008 (mois)
Bilatérales	4	24,86	25,61	48,71	49,46
PNUD	6	16,90	20,28	57,13	60,35
ONUDI	3	17,27	17,27	50,07	50,07
Banque mondiale	1	86,27	86,27	111,60	111,60
<b>Total</b>	<b>14 (29)</b>	<b>24,21 (37,47)</b>	<b>25,87 (36,18)</b>	<b>57,10 (69,44)</b>	<b>58,70 (69,10)</b>

**d) Exhaustivité de l'information**

21. Les informations essentielles étaient fournies moins régulièrement que l'an dernier. A titre d'exemple, la liste des équipements détruits était incluse dans 50 pour cent des RAP, par rapport à 82,8 pour cent l'an dernier (voir le tableau 5, ci-dessous). Il arrive encore trop fréquemment que l'information fournie soit incomplète, notamment en ce qui concerne la consommation annuelle de SAO et des substances de remplacement (35,7 pour cent des RAP par rapport à 17,2 pour cent en 2008), les équipements détruits (7,1 pour cent des RAP par rapport à 6,9 pour cent en 2008), les coûts et économies d'exploitation (14,3 pour cent par rapport à 13,8 pour cent en 2008) et la liste des biens d'équipement (7,1 pour cent par rapport à 6,9 pour cent en 2008).

Tableau 5

**INFORMATIONS CONTENUES DANS LES RAP POUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT RECUS  
PENDANT LA PÉRIODE VISÉE PAR CE RAPPORT**  
(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, fournis à titre comparatif)

	Fournies		Incomplètes		Non fournies		« Sans objet »	
	Nbre de projets	Pourcentage %						
Liste de la consommation annuelle de SAO et de substances de remplacement	9	64,3 (72,4)	5	35,7 (17,2)	0	0,0 (3,5)	0	0,0 (6,9)
Liste des biens d'équipement	13	92,9 (93,1)	1	7,1 (6,9)	0	0,0 (0,0)	0	0,0 (0,0)
Détails des coûts d'exploitation	7	50,0 (69,0)	2	14,3 (13,8)	0	0,0 (6,9)	5	35,7 (10,3)
Liste des équipements détruits	7	50,0 (82,8)	1	7,1 (6,9)	1	7,1 (10,3)	5	35,8(0,0)

\* Selon les indications des agences d'exécution

**e) Évaluation générale et cote**

22. Les agences d'exécution ont accordé la cote « très satisfaisant » à 14,3 pour cent des projets au cours de la période visée par ce rapport, ce qui représente une baisse par rapport à 20,7 pour cent l'année précédente; 78,6 pour cent ont reçu la cote « satisfaisant », par rapport à 72,4 pour cent en 2008, et 7,1

pour cent ont reçu la côte « insatisfaisant » par rapport à 6,9 pour cent l'année précédente (voir le tableau 6, ci-dessous).

Tableau 6

**NOUVELLE ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS PAR LES AGENCES  
SELON LE NOUVEAU MODE DE PRÉSENTATION DES RAP  
(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, fournis à titre comparatif)**

Évaluation	Bilatérales	PNUD	ONUDI	Banque mondiale	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant		1	1		2	14,3 (20,7)
Satisfaisant	3	5	2	1	11	78,6 (72,4)
Insatisfaisant	1				1	7,1 (6,9)
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>100,0</b>

#### IV. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements

##### a) Aperçu

23. La grande majorité des 71 RAP reçus pour des projets ne portant pas sur des investissements concernaient des activités d'assistance technique mises en œuvre surtout par le PNUD et le PNUE. Le PNUE a remis plus de RAP que les années précédentes, toutefois le retard accumulé dans la remise des RAP est resté le même que l'an dernier. Pour les projets d'assistance technique bilatérale, 23 RAP restent dus ainsi que 5 RAP pour des projets de formation (voir le tableau III de l'annexe I). Cette analyse ne comprend pas les programmes de pays, la préparation de projets, ni les activités récurrentes du PNUE (incluant le travail de réseau) qui ne requièrent pas de RAP selon la décision 29/4.

##### b) Financement, retards, élimination et évaluation

24. Les dépenses réelles totales pour tous les projets achevés ne portant pas sur des investissements et ayant fait l'objet de RAP représentaient 93 pour cent des dépenses prévues, ce qui révèle certaines économies d'ensemble (voir le tableau 7). Ces données restent à confirmer, une fois que les données financières définitives seront disponibles.

Tableau 7

**BUDGETS, ÉLIMINATION ET RETARDS DÉCLARÉS DANS LES RAP REÇUS POUR DES PROJETS  
NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS  
(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, fournis à titre comparatif)**

Agence	Nbre de projets	Fonds approuvés (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Quantité à éliminer (tonnes PAO)	Quantité éliminée (tonnes PAO)	Retard moyen (mois)
Bilatérales	10	1 814 938	1 806 888	137,47	137,47	32,05 (32,97)
PNUD	28	3 725 791	3 439 905	269,56	38,72	20,21 (12,69)
PNUE	29	1 215 791	1 010 201	94,50	87,20	20,60 (26,16)
ONUDI	2	239 535	237 165	40,40	40,40	-1,53 (20,74)
Banque mondiale	2	1 282 250	1 207 369	250,0	86,93	79,13 (43,62)
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>8 278 305</b>	<b>7 701 528</b>	<b>791,93</b>	<b>390,72</b>	<b>23,13 (20,89)</b>

25. Les retards dans la mise en œuvre des projets demeurent très variés. Deux des 71 projets ne portant pas sur des investissements ont été menés à terme plus tôt que prévu, 4 ont été achevés à la date prévue. Les retards enregistrés dans les 64 autres projets variaient de 1 à 110 mois tandis qu'un projet n'a pas communiqué sa date d'achèvement réelle. Le retard dépassait 12 mois dans 50 projets (70,4 pour cent), tandis que 12 projets accusaient un retard de 37 à 110 mois. Les agences concernées étaient le PNUD et le PNUE, notamment pour des composantes de PGF telles que la formation des agents de douane, la mise en œuvre et la surveillance de la récupération et du recyclage, l'assistance technique ou des projets de démonstration, ainsi que l'Australie, le Canada et la Banque mondiale.

26. Le retard moyen dans les projets du PNUD a augmenté (20,21 mois par rapport à 12,69 mois l'an dernier). Le retard moyen dans les projets du PNUE est passé de 26,16 à 20,6 mois et le retard dans les projets de la Banque mondiale a augmenté de 43,62 à 79,13 mois. Le retard général moyen des projets ne portant pas sur des investissements est de 23,13 mois au-delà de la date d'achèvement prévue, ce qui représente une nette augmentation par rapport au retard moyen de 20,89 mois en 2008.

27. La différence entre l'élimination de SAO prévue et l'élimination déclarée est presque entièrement reliée à 7 projets mis en œuvre par le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale dans lesquels l'élimination réelle déclarée est inférieure à l'élimination prévue.

28. La cote « très satisfaisant » a été attribuée à 19,7 pour cent des projets, ce qui représente un progrès par rapport à l'an dernier (16,3 pour cent); 67,6 pour cent des projets ont reçu la cote « satisfaisant comme prévu », ce qui représente une amélioration par rapport au résultat de l'an dernier (34,7 pour cent) et 7 pour cent des projets ont reçu la cote « satisfaisant mais non comme prévu », ce qui représente une baisse par rapport au chiffre de 30,6 pour cent de l'an dernier (voir le tableau 8). La validité de ces cotes ne peut être confirmée que lors des évaluations. Aucune explication claire n'a été fournie pour plusieurs projets ayant obtenu la cote « satisfaisant mais non comme prévu ». Deux des 71 projets ne portant pas sur des investissements n'ont communiqué aucune cote et pour l'un d'entre eux l'évaluation n'était pas applicable.

Tableau 8

**ÉVALUATION GÉNÉRALE DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS, PAR AGENCE**

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, fournis à titre comparatif)

Cote	Bilatérales	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant	5	3	4	2		14	19,7 (16,3)
Satisfaisant ou satisfaisant comme prévu	4	21	22		1	48	67,6 (34,7)
Satisfaisant mais non comme prévu		2	2		1	5	7,0 (30,6)
Insatisfaisant		1				1	1,4 (0,0)
Non applicable	1					1	1,4 (0,0)
Non indiqué		1	1			2	2,8 (18,4)
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>71</b>	<b>100,0</b>

**c) Qualité de l'information reçue**

29. La plupart des RAP reçus pour des projets ne portant pas sur des investissements contiennent des informations et des analyses substantielles. Le niveau de détail fourni sur les causes des retards et les correctifs appliqués continue à varier grandement. Les retards sont habituellement attribuables aux gouvernements et aux agences.

30. Les Bureaux nationaux de l'ozone ont fourni des commentaires sur les projets de RAP pour 37 (52 pour cent) des 71 rapports reçus ; les agences d'exécution pour 60 (84,5 pour cent) des 71 rapports reçus. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'an dernier lorsque 31 (63 pour cent) des 49 rapports reçus contenaient des commentaires des agences d'exécution. Toutefois, les Bureaux nationaux de l'ozone ont fait des commentaires moins régulièrement que l'an dernier lorsqu'ils avaient fait des commentaires dans 28 cas sur 49 (57 pour cent). Les leçons tirées mentionnées étaient souvent importantes et intéressantes, comme en fait foi l'annexe II-B. L'utilisation des lignes directrices sur la préparation des RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements, qui incluent une section sur les leçons tirées, pourrait avoir contribué à cette amélioration.

**d) Renforcement des institutions**

31. Conformément à la décision 29/4, les projets de renforcement des institutions (RI) remettent un rapport final sur la phase précédente avec la demande de prorogation (voir le tableau 9).

Tableau 9

**APERÇU DES RAPPORTS SUR LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

Agence	RAP sur des projets de RI reçus avant la décision 29/4	Rapports finaux reçus avec la demande de prorogation pour les projets achevés en date de décembre 2008 <sup>1</sup>	Rapports finaux reçus avec la demande de prorogation en 2009 <sup>2</sup>
France	1	0	0
Allemagne	0	3	0
PNUD	1	113	10
PNUE	10	287	58
ONUDI	2	21	8
É.-U.	0	1	0
Banque mondiale	7	22	2
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>447</b>	<b>78</b>

<sup>1</sup> Achevés au sens de l'achèvement d'une phase.

<sup>2</sup> N'incluent pas les projets de démarrage ni les projets dont l'approbation est accordée pour un an seulement. Ces projets ne font pas l'objet d'un rapport final.

32. Les demandes de renouvellement sont toujours présentées selon les modèles utilisés pour les rapports finaux et les demandes de prorogation des projets de RI, approuvés à la 32<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif. Tandis que la qualité des demandes de renouvellement remises récemment s'est améliorée quant au degré de détail et d'information fournis sur les résultats obtenus et les activités prévues, bon nombre des rapports finaux et des plans d'action reçus sont encore de qualité inégale et plus ou moins exhaustifs. Ils varient aussi beaucoup en termes de longueur, du degré de détail et de structure logique. Les objectifs et les résultats sont souvent présentés en termes qualitatifs uniquement, sans préciser la contribution du projet de RI à l'ensemble des opérations du Bureau national de l'ozone. On n'y trouve rarement des références concrètes aux problèmes, contraintes, risques ou échecs, lesquelles permettraient une évaluation plus approfondie des conditions réelles et par conséquent une évaluation plus réaliste des

activités réalisées et prévues. Dans certains cas, il est évident que l'information contenue dans des demandes précédentes a été reprise sans être mise à jour.

33. En outre, certaines agences ont présenté des demandes après les délais fixés (8 semaines avant le début de la réunion du Comité exécutif). Le Secrétariat craint qu'en raison du manque d'information, les demandes de renouvellement ne pourront être traitées à temps, et les pays pourraient souffrir du retard dans l'approbation. Les agences sont donc encouragées à continuer d'améliorer le contrôle de la qualité des rapports sur le RI et à s'assurer que les résultats obtenus, les leçons tirées et les points non réglés soient mis en évidence dans les rapports finaux. Les agences sont priées aussi de noter que les demandes de renouvellement des projets de RI peuvent être remises six mois avant la date d'achèvement de la phase courante afin d'éviter de perturber la dotation en personnel du Bureau national de l'ozone et les activités visées par le projet de RI.

## **V. Calendrier de remise des RAP en 2010**

34. Les agences d'exécution ont proposé des calendriers de remise des RAP dus, comme les années précédentes. Le tableau IV de l'annexe I indique les RAP dus pour les projets achevés au 31 décembre 2008 et tient compte du nombre de RAP en retard au 13 septembre 2009. En plus du calendrier mentionné précédemment, les agences remettront également en 2010 des RAP pour des projets achevés en 2009.

## **VI. Amélioration de la conformité des données communiquées dans les RAP et dans les rapports annuels**

35. Dans sa décision 56/7 b) i), le Comité exécutif a demandé aux agences d'exécution de collaborer avec le Secrétariat du Fonds afin d'assurer la pleine conformité des données fournies dans les RAP, dans l'inventaire et dans les rapports périodiques annuels, avant la fin janvier 2009. Le Secrétariat du Fonds a fourni à toutes les agences de l'information détaillée sur l'exhaustivité des données et les écarts dans les RAP reçus par rapport à l'inventaire et aux rapports périodiques. Tous les cas d'information incomplète et d'écarts dans les données des RAP reçus en 2003 ont été réglés. Le processus se poursuit avec le PNUD (pour quelques RAP reçus en 2004 et 2005) et la Banque mondiale (RAP reçus en 2005) (voir les tableaux V et VI de l'annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2006 (voir le tableau VII à l'annexe I), la Banque mondiale pour des RAP reçus en 2007 (voir le tableau VIII de l'annexe I) et plusieurs agences pour des RAP reçus en 2008 (voir le tableau IX à l'annexe I).

36. Durant la période visée par le rapport, 24 RAP comportaient des données incomplètes et 49 RAP présentaient des données non conformes (voir le tableau X de l'annexe I). Le nombre de RAP comportant des données incomplètes a diminué tout comme le nombre de RAP reçus (24 RAP par rapport à 27 l'an dernier). Le nombre total de RAP présentant des données non conformes a lui aussi baissé avec la diminution du nombre de RAP reçus (49 RAP par rapport à 73 l'an dernier).

37. Les agences peuvent télécharger les principales données de projet à partir du site Web du Secrétariat et ce, depuis juillet 2004, afin d'améliorer la conformité des données et de faciliter la préparation des RAP. Il suffit d'indiquer le numéro ou le titre du projet pour que les données contenues dans la banque de données de l'inventaire des projets, incluant les données réelles et les remarques des derniers rapports périodiques, s'insèrent automatiquement sur la première page des formulaires de RAP. Toutefois, le nombre élevé de rapports contenant encore des erreurs semble indiquer que cette fonction n'est pas encore utilisée de façon régulière.

## **VII. Leçons tirées des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements**

38. Bon nombre de RAP mentionnent des leçons tirées qui offrent un aperçu utile et important sur les divers aspects du processus de mise en œuvre des projets. Elles varient de réflexions sur l'importance de l'implication des intervenants à l'utilisation des technologies appropriées, la sensibilisation du public et la mise en œuvre des enquêtes sur les HCFC. Le texte édité des leçons mentionnées figure à l'annexe II et plusieurs d'entre elles sont résumées ci-dessous sous diverses rubriques. La liste complète provenant de la banque de données des RAP, y compris pour ceux qui ont été reçus après la date butoir du 13 septembre 2009, est disponible sur demande et sur l'Intranet du Secrétariat du Fonds, dans la section évaluation sous le titre RAP.

### **a) Avantages de l'implication des intervenants pour la réussite du projet**

39. Le projet cadre pour le secteur de la fabrication dans la réfrigération commerciale en Bolivie a conclu que la collaboration avec les bénéficiaires à toutes les étapes du projet est très importante pour les sensibiliser et obtenir de leur part les engagements nécessaires à la réussite du projet. En outre, la collaboration avec les bénéficiaires dès le début s'est avérée utile pour permettre au gouvernement de comprendre leurs besoins et, par conséquent, de prendre des mesures bénéfiques pour le secteur.

40. La nécessité d'encourager l'implication des bénéficiaires et des intervenants dans la mise en œuvre du projet semble particulièrement cruciale dans la réussite des projets sur le bromure de méthyle. Plusieurs pays dont le Brésil, le Chili, le Kenya, le Paraguay et le Zimbabwe, ont indiqué dans les leçons tirées que l'implication des bénéficiaires et des intervenants a joué un rôle-clé dans la sensibilisation, l'obtention d'un engagement et l'assurance que les projets restent concentrés sur les technologies de remplacement appropriées.

41. Un projet mené au Paraguay a conclu qu'il faut sensibiliser les intervenants lorsque la consommation d'une SAO est concentrée dans un seul secteur. L'implication de hauts fonctionnaires au sein du gouvernement et des administrateurs principaux du Protocole de Montréal est essentielle pour parvenir à résoudre une situation de non-conformité. Il est indispensable de créer un consensus entre tous les intervenants (notamment les organismes gouvernementaux et les utilisateurs finaux).

42. Le RAP sur le projet d'assistance technique visant l'élimination du bromure de méthyle au Mexique a conclu qu'une collaboration étroite avec les institutions scientifiques de recherche et leur implication ont renforcé l'échange d'informations scientifiques et de données sur la recherche actuelle concernant les solutions de remplacement du bromure de méthyle et les réductions d'émissions et se sont avérées bénéfiques pour la réussite du projet. Par ailleurs, la coopération avec l'équipe régionale ROLAC du PNUE et le MBTOC ainsi que le partage d'expertise dans la région, ont renforcé les résultats du programme d'assistance technique pour les solutions de remplacement du bromure de méthyle au Mexique.

### **b) Importance de la technologie appropriée**

43. Un projet mené en Colombie a conclu que pour les grands projets d'élimination dans le secteur des mousses visant de nombreux petits fabricants, il est possible de travailler avec des fournisseurs d'équipements pour mettre au point des distributeurs de mousse très simples et peu coûteux afin d'approvisionner le plus grand nombre possible de bénéficiaires en respectant le budget du projet. Plusieurs fabricants d'équipements ont collaboré à l'étude pour mettre au point des équipements utilisés dans la fabrication de pellicule rigide et intégrale de mousse de polyuréthane et les résultats peuvent

s'appliquer aussi à d'autres projets futurs qui pourraient bénéficier d'équipements simplifiés et peu coûteux. Les résultats de l'étude ont été présentés dans des rapports officiels à travers ce projet.

44. A propos de l'utilisation de la technologie au dioxyde de carbone liquide, un projet mené en République islamique d'Iran a signalé que l'utilisation de cette technologie pour la production de matelas et de mobilier utilisant des équipements de distribution à haute pression constitue une proposition parfaitement viable. Toutefois, il faut changer les habitudes et les méthodes dans le procédé de production. Le niveau de formation du personnel est faible et donc tout changement requiert plus de formation que celle qui est admissible dans le cadre du fonds.

### c) **Leçons tirées des activités d'enquêtes sur les HCFC**

45. Plusieurs RAP (12) ont signalé des leçons intéressantes tirées de la mise en œuvre des enquêtes sur les HCFC menées en 2007. Les principaux résultats et les difficultés rencontrées dans les différents pays semblent être de nature assez similaire. Parmi les conclusions les plus pertinentes, nous pouvons mentionner les suivantes :

- a) Les enquêtes à partir de la base prennent beaucoup de temps. Elles doivent constituer une activité courante ou continue, notamment s'il faut recueillir les données au niveau de l'entreprise ; les coûts et les efforts impliqués sont alors assez élevés. Afin de générer des résultats généraux et pertinents dans un délai relativement court, l'enquête doit être effectuée du côté approvisionnement au niveau du sous-secteur ou du secteur et non pas au niveau de l'entreprise, ce qui implique des informations et une interaction en amont avec les fournisseurs de produits chimiques, d'équipements et de composantes ;
- b) En raison de la pénétration accrue des biens de consommation et des biens industriels entraînée par le développement économique, la consommation de HCFC a connu une croissance très rapide au cours de la dernière décennie et on s'attend à ce qu'une importante croissance incontrôlée se maintienne dans un avenir prévisible jusqu'à l'introduction des mesures de réglementation ;
- c) La sensibilisation aux mesures de réglementation imminentes sur les HCFC, même selon le calendrier précédent des réglementations, était très limitée. De même, la sensibilisation aux solutions de remplacement des HCFC était elle aussi très limitée ;
- d) la disponibilité des solutions de remplacement des HCFC est très limitée et leurs coûts sont élevés. Bon nombre des solutions de remplacement des HCFC n'ont pas fait leurs preuves et ne sont pas au point pour plusieurs applications ;
- e) il n'existe aucune entrave à la disponibilité des HCFC jusqu'en 2015 et on s'attend à ce que leurs prix restent concurrentiels<sup>1</sup> ;
- f) l'utilisation volumétrique des HCFC est comparable à l'utilisation des CFC dans les premières années du Protocole de Montréal. On s'attend à ce qu'une consommation incontrôlée des HCFC augmente jusqu'en 2015. Étant donné les niveaux de consommation actuels et prévus, on s'attend à ce que la gestion à long terme des HCFC

---

<sup>1</sup> Il convient de souligner que les paragraphes 45 e) et f) traitent d'une série de conclusions incluses dans les RAP qui ne tiennent pas compte des ajustements en vue de l'élimination accélérée des HCFC approuvés à la dix-neuvième Réunion des Parties. Au moment de la tenue des enquêtes sur les HCFC, il n'existait aucune entrave à la consommation, toutefois la décision XIX/6 a restreint la consommation de HCFC.

présente des défis considérables et implique des coûts importants que les pays espèrent couvrir avec l'assistance technique et financière du Protocole de Montréal<sup>1</sup>.

46. Dans le cas de la Colombie, plusieurs suggestions ont été faites pour accélérer le passage à des solutions de remplacement sans PAO qui ont une incidence réduite sur les changements climatiques :

- a) Créer des incitatifs techniques et financiers adéquats à travers le Fonds multilatéral ;
- b) Préparer le secteur de la réfrigération domestique et commerciale à une conversion précoce aux hydrocarbures. La conversion pourrait s'avérer cruciale pour d'éventuelles exportations futures vers des pays développés et aussi dans le cas d'une hausse importante du prix des HCFC ;
- c) Élaborer une étude de faisabilité sur un retrait précoce des vieilles unités de réfrigération domestique et commerciale et leur destruction sécuritaire sur le plan environnemental ;
- d) Explorer la possibilité de remplacer les extincteurs à base de HCFC par des unités à base de mousse ou de poudre sèche ;
- e) Étendre aux HCFC les pratiques exemplaires contenues dans les programmes d'entretien ;
- f) Établir un cadre juridique pour les HCFC afin de garantir leur utilisation selon de bonnes procédures ;
- g) Évaluer les synergies potentielles entre les programmes environnementaux pour la protection de l'ozone et la lutte au réchauffement climatique.

47. Une enquête menée au Brésil a conclu également que dans un scénario sans restrictions, l'utilisation du HCFC au Brésil ferait plus que doubler d'ici 2015 – l'année de l'entrée en vigueur des mesures de réglementation du Protocole de Montréal – et qu'une croissance encore plus importante – pouvant atteindre le triple de la consommation de référence n'était pas impensable. Le Brésil s'attend à conserver une offre de HCFC importante à des coûts qui augmenteront modérément. Les technologies de remplacement éventuelles pour les HCFC incluent les HFC, les hydrocarbures pour la climatisation résidentielle et le secteur des mousses, avec des niches d'opportunités pour d'autres substances organiques comme le formate de méthyle. Des prix élevés et/ou des coûts d'investissement relativement élevés constituent les obstacles à l'introduction de ces produits chimiques. Ainsi, selon le Brésil, il reste du travail à faire pour réduire ces obstacles et il a exprimé la volonté d'envisager une participation à des projets pilotes dans des domaines connexes.<sup>2</sup>

### **VIII. Action de la part du Comité exécutif**

48. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Prendre note du Rapport global d'achèvement des projets de 2009 qui inclut le calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets dus et les leçons tirées à l'annexe II;

<sup>2</sup> Paragraphe 47 : Il convient de noter que le gel est prévu maintenant pour 2013 et non plus 2015; la consommation et la production sont restreintes aux valeurs de référence de 2009 et 2010 respectivement, conformément à la décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties.

- b) Demander aux agences d'exécution et aux agences bilatérales concernées :
  - i) D'assurer d'ici la fin janvier 2010 et en collaboration avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, la pleine conformité entre les données communiquées dans les RAP, celles de l'inventaire et les données contenues dans les rapports périodiques annuels;
  - ii) De fournir l'information manquante dans plusieurs RAP d'ici la fin janvier 2010;
  - iii) D'éliminer d'ici la fin janvier 2010 tout retard dans la remise des RAP pour des projets menés à terme avant la fin de 2006 ;
- c) Demander à l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, lorsqu'il sera recruté, de s'attaquer en priorité à l'élaboration d'un modèle de rapport d'achèvement pour les projets pluriannuels achevés ;
- d) Inviter tous ceux qui participent à la préparation et à la mise en œuvre des projets à tenir compte des leçons tirées par les RAP lors de la préparation et de la mise en œuvre de projets futurs.

**Annex I**  
**STATISTICS**

Table I

**SCHEDULE FOR PLANNED SUBMISSION OF PCRS IN 2009 AND ACTUAL DELIVERY**

	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNDP	October 2008			2 FOA		1 TAS
	December 2008	Foam Refrigeration	3		4	
	April 2009	Foam Refrigeration	3		4	
	August 2009	Fumigation Refrigeration	2	2 FOA, 1FUM	2	25 TAS
	September 2009			1 REF	4	2 TAS
	December 2009	Refrigeration Solvents	2		6	
					3	
	<b>Total</b>			<b>10</b>	<b>6</b>	<b>23</b>
<b>Status at 13 September 2009</b>				<b>-2</b>		<b>+14</b>
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNEP	October 2008	Technical Assistance			1	
	November 2008	Training				1
	December 2008	Technical Assistance Training			7	1
					1	4
	January 2009	Training				2
	February 2009	Technical Assistance Training			5	
					4	
	March 2009	Technical Assistance Training			12	2
					9	
	April 2009	Technical Assistance Training			1	
					9	
	June 2009	Technical Assistance Training			1	1
				13	7	
July 2009	Technical Assistance Training			2	3	
				2	7	
September 2009	Technical Assistance				1	
<b>Total</b>			<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>67</b>	<b>29</b>
<b>Status at 13 September 2009</b>				<b>N/A</b>		<b>-38</b>
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNIDO	January 2009	Methyl Bromide Halon RMP Refrigeration	1		1	2
			1			
	April 2009	Methyl Bromide Solvent	2		1	
			3			
	June 2009	Methyl Bromide Halon	2		2	
	August 2009			2 FUM, 1PAG		2 TAS
	September 2009	Methyl Bromide	3			
	October 2009	Halon			1	
<b>Total</b>			<b>12</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>2</b>
<b>Status at 13 September 2009</b>				<b>-6</b>		<b>-4</b>
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
World Bank*	December 2009			1 FOA		2 TAS
	March 2009	Halon (1), Refrigeration (1)	2		--	
	September 2009	Foam (1), Methyl bromide (1) Refrigeration (1)	3		--	
	October 2009	Halon (2), Sterilants (1) Methyl bromide (1)	4		--	
	December 2009	Aerosol (3)	3		--	
	<b>Total</b>			<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>Status at 13 September 2009</b>				<b>-1</b>		<b>+2</b>

\* Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2007 with outstanding PCRs (19 total) and takes care of the number of outstanding PCRs as of September 2008 minus PCRs that will be submitted by 31 December 2008 (expected 7). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2009 for projects completed through 2008 and up to 30 June 2009.

Table II

**PCRS FOR INVESTMENT PROJECTS RECEIVED AND DUE BY IMPLEMENTING AGENCY, SECTOR AND YEAR  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2008)**

Agency	Sector	PCR(s) Received in:																			
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
UNDP	Aerosol	1	-	9	4	11	-	-	4	3	5	2	-	39	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	20	34	79	83	117	87	82	77	7	21	7	2	616	-	-	-	-	2	-	2
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-	1	-	1
	Halon	-	-	3	13	-	1	-	1	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	1	22	2	33	9	22	39	42	1	4	3	1	179	-	-	-	-	-	-	-
	Solvent	3	-	-	19	-	-	1	2	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	-	-
	Sterilant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>		<b>25</b>	<b>56</b>	<b>93</b>	<b>152</b>	<b>137</b>	<b>110</b>	<b>122</b>	<b>126</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>880</b>	-	-	-	-	<b>3</b>	-
UNIDO	Aerosol	6	6	10	6	4	2	-	7	-	1	-	-	42	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	8	22	3	22	11	15	11	14	8	2	1	-	117	-	-	-	-	-	1	1
	Fumigant	-	-	-	-	2	1	-	1	-	6	1	2	13	-	-	-	-	-	4	4
	Halon	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	1	3	2	4	-	-	-	1	11	-	-	-	-	-	1	1
	Refrigeration	12	25	11	32	14	22	24	34	7	4	-	-	185	-	-	-	-	-	1	1
	Solvent	5	13	5	3	3	5	5	4	9	-	1	-	53	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>		<b>32</b>	<b>66</b>	<b>29</b>	<b>63</b>	<b>35</b>	<b>48</b>	<b>42</b>	<b>64</b>	<b>24</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>422</b>	-	-	-	-	-	<b>7</b>
World Bank	Aerosol	4	6	6	-	1	-	2	5	2	-	-	-	26	-	2	1	-	-	-	3
	Foam	18	25	38	20	20	18	8	26	12	6	6	-	197	-	2	-	1	-	-	3
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	2
	Halon	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	-	-	-	1	-	2
	Multiple Sectors	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	4	-	-	-	-	-	-	-
	Others	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
	Production	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	18	24	22	26	15	16	12	21	9	7	1	-	171	-	1	-	1	1	-	3
	Solvent	15	4	3	1	-	-	-	3	-	1	-	-	27	1	-	-	-	-	-	1
	Sterilant	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	1
	<b>Total</b>		<b>59</b>	<b>60</b>	<b>73</b>	<b>48</b>	<b>36</b>	<b>34</b>	<b>23</b>	<b>56</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>436</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>
Bilateral	Aerosol	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	-	-	3	2	2	2	-	5	6	6	1	1	28	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1
	Halon	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	-	1	1	-	-	-	-	2	5	-	2	-	11	-	1	-	1	1	-	3
	Solvent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Grand Total</b>		<b>116</b>	<b>183</b>	<b>200</b>	<b>265</b>	<b>211</b>	<b>194</b>	<b>187</b>	<b>253</b>	<b>70</b>	<b>67</b>	<b>27</b>	<b>10</b>	<b>1,783</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>29</b>

<sup>1</sup>6 months after projects completion according to the Progress Report

Table III

**PROJECT COMPLETION REPORT RECEIVED AND DUE FOR NON-INVESTMENT PROJECTS  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2008)**

Agency	Sector	See PCR(s) Received so far for Year Due												PCR(s) Due in <sup>1</sup>											
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total	Before 1997	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
UNDP	Demonstration	-	-	5	-	-	7	1	2	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2
	Technical Assistance	-	6	39	17	7	5	1	15	8	21	29	26	175	-	-	-	-	-	-	1	-	3	5	9
	Training	-	18	6	-	-	-	-	-	-	-	4	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	-	<b>24</b>	<b>50</b>	<b>17</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>33</b>	<b>26</b>	<b>217</b>	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>11</b>
UNEP	Technical Assistance	9	53	3	18	22	18	5	6	1	7	7	7	156	-	1	1	1	1	2	5	5	10	10	36
	Training	8	34	1	2	21	15	20	10	5	4	7	16	143	-	-	-	-	-	3	3	8	7	10	31
	<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>87</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>43</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>299</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>67</b>
UNIDO	Demonstration	-	-	-	6	7	3	3	3	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	-	6	8	-	4	1	3	4	3	15	9	2	55	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	4
	Training	-	1	1	-	5	6	7	1	-	1	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	-	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>99</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
World Bank	Demonstration	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	5	4	6	-	1	-	2	1	1	1	2	-	23	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	3
	Training	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	-	<b>1</b>	-	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	-	<b>28</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>	<b>2</b>	-	<b>3</b>
Bilateral	Demonstration	5	5	12	-	3	1	1	-	2	-	-	1	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	-	-	13	1	1	9	14	15	8	5	15	5	86	1	-	1	-	-	1	2	-	15	2	22
	Training	1	3	19	1	9	6	5	6	6	2	2	-	60	1	-	-	1	-	1	-	-	1	1	5
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>44</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>176</b>	<b>2</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	-	<b>2</b>	<b>2</b>	-	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>27</b>
<b>Grand Total</b>	<b>29</b>	<b>133</b>	<b>113</b>	<b>45</b>	<b>80</b>	<b>71</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>34</b>	<b>57</b>	<b>75</b>	<b>57</b>	<b>819</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>40</b>	<b>31</b>	<b>112</b>	

<sup>1</sup> 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table IV

**SCHEDULE FOR SUBMISSION OF OUTSTANDING PCRS IN 2010  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL 31 DECEMBER 2008)**

<b>UNDP</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	September 2010	Aerosols/MDIs		3
		Foam	2	
		Fumigation	1	4
		Halons		1
		Refrigeration		12
		Solvents		1
<b>Total</b>		<b>3</b>	<b>21</b>	
<b>Total PCRs Due as of 13 September 2009</b>			<b>3</b>	<b>11</b>
<b>UNEP</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
<b>Total</b>				
<b>Total PCRs Due as of 13 September 2009</b>			<b>N/A</b>	<b>67</b>
<b>UNIDO</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	April 2010	FUM	6	
	May 2010	SOL	2	
	July 2010	REF	1	3
	August 2010	HAL		2
	September 2010	PHA		1
	October 2010	PAG	1	
	November 2010	FOA	1	
	December 2010	ARS	1	
<b>Total</b>		<b>12</b>	<b>6</b>	
<b>Total PCRs Due as of 13 September 2009</b>			<b>7</b>	<b>4</b>
<b>World Bank*</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	March 2010	Halon (1) Refrigeration (1)	2	--
	June 2010	Foam (2) Solvent (1)	3	--
	<b>Total</b>		<b>5</b>	<b>N/A</b>
<b>Total PCRs Due as of 13 September 2009</b>			<b>15</b>	<b>3</b>

\* Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2008 with outstanding PCRs (5 total) *minus* PCRs that will be submitted by 31 December 2009 (expected 12). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2010 for projects completed through 2009 and up to 30 June 2010.

Table V

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2004 WITH DATA PROBLEMS**  
**(As of 4 October 2009)**

	Canada		Germany		Japan		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>			2	2	1	1	46	46			28	28	9	9	86	86
<b>Solved as % of Total</b>				<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>				<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>
<b>Data Inconsistencies</b>																
Planned Date of Completion	1	1	1	1							1	1	3	3	6	6
Revised Planned Date of Completion	1	1	3	3	1	1	15	15	4	4	2	2	24	24	50	50
Date Completed	1	1	3	3			11	10	1	1			9	9	25	24
Funds Approved							2	2			3	3	6	6	11	11
Funds Disbursed	2	2					9	9					6	6	17	17
ODP To Be Phased Out							2	1			2	2			4	3
ODP Phased Out							1	0			4	4	3	3	8	7
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>40</b>	<b>37</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>51</b>	<b>51</b>	<b>121</b>	<b>118</b>
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>93%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>98%</b>

Table VI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2005 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 4 October 2009)**

	Canada		Germany		Japan		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	1	1	1	1	1	1	33	28			32	32	11	10	79	73
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>85%</b>				<b>100%</b>		<b>91%</b>		<b>92%</b>
<b>Data Inconsistencies</b>																
Date Approved	3	3					3	3							6	6
Planned Date of Completion			1	1			15	15			2	2	2	1	20	19
Revised Planned Date of Completion	3	3			2	2	23	21	3	3			27	26	58	55
Date Completed	2	2	1	1	2	2	22	22	1	1	1	1	6	6	35	35
Funds Approved	1	1	1	1									6	6	8	8
Funds Disbursed	1	1					4	4			1	1	5	5	11	11
ODP To Be Phased Out							2	2					3	3	5	5
ODP Phased Out							4	4			1	1	3	3	8	8
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>73</b>	<b>71</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>52</b>	<b>50</b>	<b>151</b>	<b>147</b>
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>97%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>96%</b>		<b>97%</b>

Table VII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2006 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 4 October 2009)**

	Australia		Canada		France		Germany		Japan		Poland		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total		
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	
<b>Incomplete Information</b>	1	1	1	1	2		8	8					5	1	1	9	9	35	16	62	36		
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%		0%		100%		N/A		N/A		0%		100%		100%		46%	62	36	58%
<b>Data Inconsistencies</b>																							
Date Approved	1	1			1		1	1											3	2	6	4	
Planned Date of Completion	1	1	2	2	1									1	1			17	4	22	8		
Revised Planned Date of Completion	1	1	5	5	1		4	4						3	3	1	1	43	8	58	22		
Date Completed	2	2			2		3	3	1	1	1						1	1	5	3	15	10	
Funds Approved			2	2	1		1	1										4	0	8	3		
Funds Disbursed			4	4	1									1	1			4	0	10	5		
ODP To Be Phased Out							2	2									1	1	5	2	8	5	
ODP Phased Out			1	1	1		8	8	1	1							1	1	5	2	17	13	
<b>Total</b>	5	5	14	14	8	0	19	19	2	2	1	0		5	5	4	4	86	21	144	70		
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%		0%		100%		100%		0%		N/A		100%		100%		24%	144	70	49%

Table VIII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2007 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 4 October 2009)**

	Canada		France		Germany		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total		
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	
<b>Incomplete Information</b>	2	2			7	7	26	26			3	3	10		48	38	
<b>Solved as % of Total</b>		100%				100%		100%				100%		0%	48	38	79%
<b>Data Inconsistencies</b>																	
Date Approved									1	1				1		2	1
Planned Date of Completion									1	1				1		2	1
Revised Planned Date of Completion	1	1					1	1			5	5	15		22	7	
Date Completed			1	1	6	6	9	9	1	1	1	1	5		23	18	
Funds Approved											1	1	3		4	1	
Funds Disbursed									1	1			4		5	1	
ODP To Be Phased Out			1	1	2	2	12	12	2	2	1	1	2		20	18	
ODP Phased Out			1	1	7	7	12	12			1	1	1		22	21	
<b>Total</b>	1	1	3	3	15	15	34	34	6	6	9	9	32	0	100	68	
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%		100%		100%		100%		100%		0%	100	68	68%

Table IX

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2008 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 4 October 2009)**

	Australia		Canada		France		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total		
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	
<b>Incomplete Information</b>	1	1	1	1					17	14	1	1	4	1	3		27	18	
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%						82%		100%		25%		0%		67%	
<b>Data Inconsistencies</b>																			
Date Approved									1	1			1	1	1		3	2	
Planned Date of Completion	1	1	1	1			1	1	2	2			2	2	1		8	7	
Revised Planned Date of Completion									6	6	3	3	1	1			10	10	
Date Completed	1	1			1				14	14					1		18	15	
ODP To Be Phased Out			1	1					12	12	2	2			1		16	15	
ODP Phased Out			1	1					14	14	2	2			1		18	17	
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>		<b>73</b>	<b>66</b>	
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%			0%		100%		100%		100%		100%		0%		90%

Table X

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2009 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 4 October 2009)**

	Canada		Germany		Japan		Spain		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	2		5	5					14		1		2	2	24	7
<b>Solved as % of Total</b>		0%		100%						0%		0%		100%		29%
<b>Data Inconsistencies</b>																
Date Approved									1						1	0
Revised Planned Date of Completion			3	3					3				1	1	7	4
Date Completed	1				1	1	1		8		1				12	1
ODP To Be Phased Out	1		2	2	1	1			4		2				10	3
ODP Phased Out	1		2	2			1		9				1	1	14	3
Funds Approved									1						1	0
Funds Disbursed	1								1		2				4	0
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>49</b>	<b>11</b>
<b>Solved as % of Total</b>		0%		100%		100%		0%		0%		0%		100%		22%

## Annex II

### LESSONS LEARNED REPORTED IN PROJECT COMPLETION REPORTS

#### A. INVESTMENT PROJECTS

- (a) Carrying out and working together with the beneficiaries at all the stages of the project is very important in order to get the commitments required from them; in this particular case training had also an awareness function. Working together with the beneficiaries from the beginning was also useful for the government to understand their needs and determine accordingly measures that will benefit the industry. (BOL/REF/42/INV/25)
- (b) Chile has the following lessons to share from project CHI/FUM/32/INV/143, phase-out of methyl bromide (MB) soil fumigation for fruit tree production and replant:
  - (i) The execution of the project provided consistent and relevant information to overcome existing gaps between the activities of technology transfer/training (including demonstration and field work) and the adoption of the new technology or new way to manage the nursery or farm systems. The full adoption of a new technology, no matter how profitable it could be or how certified its results are, has a duration that usually exceeds the duration of a research and development project.
  - (ii) Another learned lesson is the need to elaborate and design a project taking into account the national circumstances. As an example, the existing national regulatory institutional arrangement and the framework of the entities involved in the project activities has to be taken into account to avoid useless duplication of activities and waste of financial resources.
  - (iii) Taking the results of the project into account, it can be concluded that almost all the uses of MB, excluding the quarantine uses, can be abated with different level of complexity (being the use in plant nurseries working with artificial soils the easiest to be abated) and that the disappearance of MB – as soil fumigant – might bring temporal adaptation inconvenient but not a collapse of the fruit production in the country. Still, the case of strawberry has to be considered perhaps as the most difficult to abate use of MB in the country.
  - (iv) Another lesson is referred to the need of having a traceable use of MB. Fortunately, the promulgation of the Supreme Decree 037 (dated 28/02/2007) provided the quota system and an ODS Importer/Exporter Registry, which can be considered as the basis for the development of a traceable system.
  - (v) Finally, the nomination of the Steering Committee by INIA was a great achievement by the project, allowing to progress properly regardless of the incidence and impact of some external and negative signals. This is mainly related to the problem that Chile had to face during 2005 due to lack of compliance with its Montreal targets for the years 2003 and 2004 (consumption of MB in excess of the baseline consumption). At the end, the Steering Committee of the project was replicated at the Ministry of Agriculture level and transformed into the MB working table that designed the strategy that allowed Chile a very soon come back into compliance.

- (c) For large sector phase-out projects covering numerous smaller manufacturers, it is possible to work with equipment suppliers to develop very simple, low-cost foam dispensers in order to supply the largest possible number of recipients within the project budget. Several equipment manufacturers worked in cooperation with the study to develop equipment for use in manufacturing rigid and integral skin polyurethane foam, and the results can be applied to other future projects where low-cost simplified equipment would be helpful. The study results were presented in formal reports through this project. (COL/FOA/38/INV/58)
- (d) The use of the LCD technology for the production of mattresses and furniture using high pressure dispensing equipment is a perfectly viable proposition. However, it requires a change of habits and methods in the production. The educational level of personnel is low and therefore, any change needs more training than is eligible under the fund. (IRA/FOA/37/INV/152)
- (e) Mexico project MEX/FOA/42/INV/117 has the following suggestions for the implementation of foam sector ODS phase-out plans:
  - (i) The project implementation should specify a deadline for the benefiting companies to provide the appropriate documentation, thus eliminating the delays experienced during this project's phase-out;
  - (ii) The approach through System Houses helped to accelerate the process of technology change.
- (f) Making use of local technical personnel to address post-conversion processing issues is a cost-effective and helpful way to assure that conversions are successful and maintained long-term. This project made use of both a chemical and process specialist to identify issues, while a polyurethane specialist was enlisted to provide solutions. (PER/FOA/35/INV/30)
- (g) Technology transfer has been successful due to some of the following positive factors:
  - (i) Active involvement of all stakeholders including national Government, NOU, and the enterprise, technology supplier;
  - (ii) Training was important components of the projects and also a key component for success of implementation of the project. Training was carried out in close collaboration with the regional GMB staff and with the help of NOU. Visits to the bag depots were organized. These activities clearly facilitated adoption of the described alternatives;
  - (iii) Excellent contributions from national and international consultants. (ZIM/FUM/50/INV/36)

## **B. NON-INVESTMENT PROJECTS**

- (a) Implementation of public awareness programme for the refrigerant management plan (RMP) in Plurinational State of Bolivia:

- (i) Public awareness materials are most effective when they are developed nationally, as was the case in this project, based on the languages and cultures of each specific country;
  - (ii) Particular attention should be paid to conceptualize and implement public awareness activities as part and in support of the overall RMP project. Such activities should place primary emphasis on informing the main beneficiaries of the RMP projects, and the persons, groups or organizations whose activities will have the greatest impact in achieving the objectives of the RMP;
  - (iii) In the same sense, while local realities must be taken into account in any awareness-raising programme, efforts should be made to limit the risk of national governments' priorities shaping the public awareness activities, in place of the RMP specific priorities. (BOL/REF/36/TAS/20)
- (b) Implementation of monitoring activities in RMP in Plurinational State of Bolivia:
- (i) Contracting procedures are different according to countries. However, in the case of such complex projects as the refrigeration management plan, some flexibility should be introduced into the contracts with consultants to allow for more time to conduct the activities without necessarily requiring budget adjustments. This could be done through contracts where payments are based on the completion of products, instead of periodical payments;
  - (ii) In monitoring and evaluation projects, the emphasis should not be put only on financing RMP project coordination activities. In order to draw lessons from the project and to improve activities over time, both for the NOU and the implementing agency, focus should be put on the effective monitoring and evaluation of all RMP components, based on mutually agreed variables and indicators;
  - (iii) Project delays and cost overruns often have the effect of limiting a country's motivation and ability to conduct a real and complete ex-post evaluation of the project. (BOL/REF/36/TAS/22)
- (c) Lessons learned from the assistance to carry out an HCFC survey in Indonesia:
- (i) Ground-up surveys are time consuming. They need to be an ongoing or continuing activity, particularly if enterprise level data collection is to be collected and the costs and efforts involved are quite high. In order to generate broad and relevant results in a relatively short timeframe, the survey needed to be carried out from the supply side at the sub-sector or sector level instead of enterprise level, involving information from and interaction with upstream suppliers of chemicals, equipment and components;
  - (ii) Due to the increased penetration of consumer and industrial goods resulting from economic development, the growth in HCFC consumption has been very rapid in the past decade and unconstrained growth is expected to remain significant until the foreseeable future;
  - (iii) Awareness of impending controls on HCFCs, even based on the earlier control schedule, was very limited. Similarly awareness of alternatives to HCFCs was also very limited;

- (iv) Availability of alternatives to HCFCs is very limited and their costs high. Many of the alternatives to HCFCs are not proven or mature for several applications;
  - (v) Availability of HCFCs until 2015 is not constrained and their prices are expected to remain competitive;
  - (vi) The volumetric usage of HCFCs is comparable to usage of CFCs in the early days of the Montreal Protocol. Unconstrained consumption of HCFCs in Lebanon is expected to grow from 3,976 metric tonnes in 2005 to about 9,662 metric tonnes by 2015. Given the current and projected consumption levels, long-term management of HCFCs is expected to present considerable challenges and involve significant costs, which Indonesia expects to be met by technical and financial assistance from the Montreal Protocol. (IDS/SEV/45/TAS/169)
- (d) Lessons learned from the assistance to carry out an HCFC survey in Brazil:
- (i) At the time of the completion of this report, Brazil had annual HCFC consumption of 12,555 tonnes. Growth of the consumption of HCFCs has been forecasted following low, medium and high growth scenarios. Following a moderate growth scenario, HCFC consumption is expected grow by 7.5 per cent per year. This growth will be unevenly divided between sectors, with the RAC sector expected to grow annually by 9 per cent and other applications by 4 per cent;
  - (ii) The report concluded that in an unconstrained scenario, the HCFC use in Brazil will more than double u/t 2015—the year that control measures under the Montreal protocol will start taking effect—and that even larger growth—up to triple the baseline use is not unimaginable. Brazil expects for the future ample HCFC supply at moderately increasing prices. Possible replacement technologies for HCFCs include HFCs and HCs for the RAC and foams sector with niche opportunities for other organic substances such as methyl formate. Barriers to the introduction of these chemicals are high prices and/or high related investment costs. As such Brazil saw the need for work to be done to decrease these barriers and expressed willingness to entertain participation in related pilot programmes;
  - (iii) The Brazilian Government committed to meeting MP deadlines for HCFCs was in favour of--accelerated phase-out programmes. It made a declaration to that matter at the meeting of the Parties to the Montreal Protocol in Delhi, November 2006. The Government of Brazil deemed that the MLF assistance programme at the time did not fund HCFCs and therefore was not suitable for the purpose of assisting in reducing demand and the phase-out of HCFCs, and new guidelines should be prepared using current parameters, being less restrictive and using realistic thresholds on costs;
  - (iv) Identified activities for possible quick results included: a) Best practices programmes for HCFCs in RAC service; b) Retrofit programmes with conversion to blends and energy optimization for large CR installations; c ) Elimination of the use of HCFC-141b used as a solvent for refrigeration circuit flushing; d) A conversion programme for foam manufacturers to non-ODS technologies (HCs for larger ones and niche applications, HFCs or other organic blowing agents for SMEs); e) Equipment replacement programmes aiming at protecting climate and the ozone layer, benefiting from energy savings and partnerships for innovative financing including the Multilateral Fund and other funding sources. Collection

of ODS containing equipment and final destination logistics would also be required;

- (v) The report also concluded that a detailed Strategy would have to be developed which would look into scenarios for the country. (BRA/SEV/45/TAS/271)
- (e) Regional cooperation with UNEP ROLAC and MBTOC and sharing expertise in the region, strengthens the results of the technical assistance programme for methyl bromide alternatives in Mexico. The capability to adapt to local conditions was essential to the success of any alternative. Closed collaboration with research and scientific institutions enhance scientific information and data exchange regarding current research on methyl bromide alternatives and emissions reduction. (MEX/FUM/42/TAS/118 and 121)
- (f) Monitoring activities in RMP update in Moldova:
  - (i) Monitoring and reporting are integral parts of a management cycle that provide a link between planning and actual implementation;
  - (ii) Monitoring activities help to recognize problems quickly and take timely corrective measures;
  - (iii) Received positive feedback from the majority of participants in the project denotes high appreciation of the project activities and necessity to promote incentive funding in future when it is possible. (MOL/REF/44/TAS/11)
- (g) Monitoring the import and export system and recovery/recycling through a local consultant or the NOU on a timely basis are critical to the successful implementation of the RMP. (NEP/REF/28/TAS/07)
- (h) Technical assistance to phase-out the use of MB in Paraguay:
  - (i) Creating awareness among stakeholders is necessary when consumption of an ODS is concentrated in one single sector;
  - (ii) Involving high level officials from Government and high level Montreal Protocol officers is essential for the success of a non-compliance situation;
  - (iii) Creating consensus among all stakeholders (especially governmental bodies and end users) is essential. (PAR/FUM/47/TAS/15)

- - - -